

Vous avez dit

Robert Knight

OUI?

Les sondages montrent qu'en Grande-Bretagne l'opinion est plus disposée que depuis des années à accepter de nouvelles centrales nucléaires. Ce soutien demeure néanmoins fragile.

La réputation de l'énergie nucléaire en Grande-Bretagne s'est beaucoup améliorée au cours des premières années du XXI^e siècle et désormais, mis à part un noyau dur d'opposants tenaces, on admet largement la nécessité de construire de nouvelles centrales pour répondre au double défi de la sécurité énergétique et des changements climatiques, à condition que la chose soit présentée convenablement au public. Le chemin a été rude pour l'industrie, qui a connu 50 premières années difficiles à bien des égards. Elle a toutefois été beaucoup aidée récemment par deux facteurs critiques: la prise de conscience dans le monde entier du réchauffement planétaire causé par l'homme et, en conséquence, de la nécessité de réduire l'utilisation des combustibles fossiles, et la transformation de la propre attitude de l'industrie en matière de communication et d'ouverture.

Étant une des puissances nucléaires initiales, la Grande-Bretagne a un long passé dans la mise au point d'armes nucléaires qui remonte à la participation de scientifiques britanniques au projet Manhattan pendant la seconde guerre mondiale. Son association étroite avec la sécurité nationale durant toutes les années de la guerre froide est finalement devenue un obstacle à l'acceptation de l'industrie par le public. Dans les années 1950, il était généralement admis que les scientifiques et le gouvernement s'y connaissaient le mieux et que la menace soviétique rendait un développement rapide indispensable, sous couvert du secret voulu. On ne se préoccupait guère de la responsabilité sociale de cette industrie naissante, de sa sûreté, du stockage définitif des déchets ou de l'inévitabilité du déclassement. Même l'incendie de Windscale en 1957, dans un réacteur utilisé pour la production d'armes, n'a pas entamé

l'enthousiasme pour «l'incandescence de la technologie». Toutefois, les années 1960 ont apporté un changement dans l'humeur du public, en particulier parmi les jeunes. Malgré les marches populaires d'Aldermaston organisées durant cette période pour protester contre les armes nucléaires, il n'y a pas eu de vague d'opposition sérieuse à l'énergie nucléaire. C'est plutôt l'industrie (conjointement avec les gouvernements successifs) qui a orchestré son propre déclin dans l'enthousiasme du public en choisissant, pour la deuxième génération de réacteurs britanniques, la technologie des réacteurs avancés refroidis par gaz (RARG). Chacun d'eux était en réalité le premier en son genre du fait des différences radicales qu'il présentait par rapport aux autres, ce qui s'est traduit par des dépassements des budgets et des non-respects répétés des délais. Pendant une décennie, les nouvelles concernant les RARG ont été sombres. L'intérêt du public pour l'industrie a décliné, puis est devenue carrément

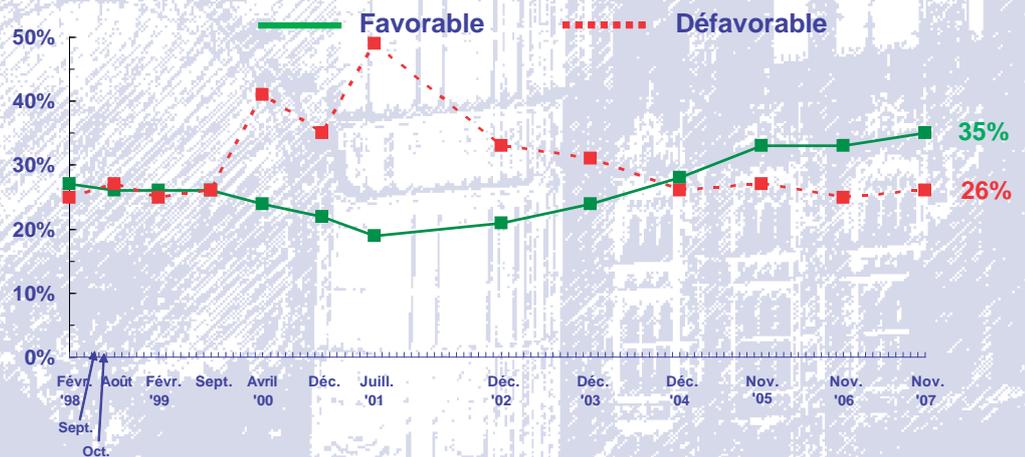
négative après les problèmes de sûreté mis en lumière par l'accident de Three Mile Island aux États-Unis en 1979. À cela est venu s'ajouter l'incendie de Tchernobyl en 1986, qui a marqué le comble de l'infortune de l'industrie dans le monde entier, et il a fallu de nombreuses années pour qu'elle commence à s'en remettre.

Dans les années 1990, les opposants à l'énergie nucléaire ont été aussi nombreux que ses partisans et souvent beaucoup plus bruyants. L'enquête publique sur la construction du REP de Sizewell a été retardée pendant de nombreuses années par la force des protestations et la volonté des groupes d'opposition de lutter sur tous les fronts possibles. Prévu à l'origine pour être le premier d'une nouvelle génération de REP, Sizewell B a finalement été le seul à être construit. La réputation de l'industrie

Ipsos MORI

Opinions favorables à l'industrie de l'énergie nucléaire, 1998-2007

Q *Quelle est votre opinion ou votre impression générale sur l'industrie/énergie nucléaire ?*



Base: ensemble des répondants en 2000

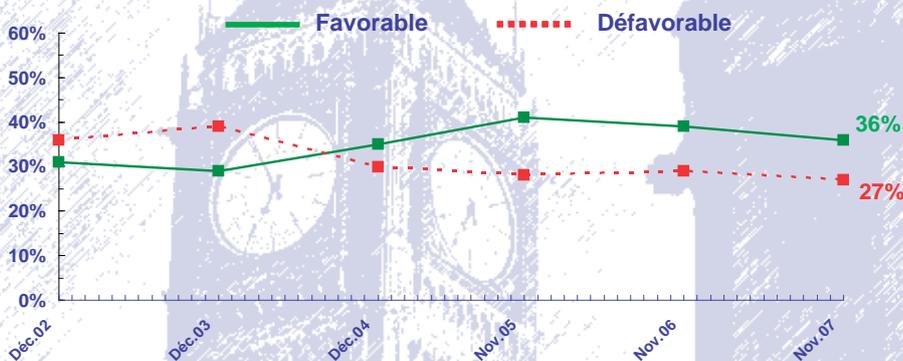
nucléaire britannique a alors subi son revers le plus grave depuis Tchernobyl. En 1999, elle a été ébranlée par le scandale de la falsification des données concernant le combustible MOX à l'usine de la BNFL à Sellafield et le refus de la livraison de combustible par le client japonais qui en est résulté. Les opinions défavorables sur l'industrie ont culminées en juillet 2001 avant que le combustible MOX ne soit finalement renvoyé en Grande-Bretagne au milieu d'une tempête de critiques de la presse et d'activités triomphantes des groupes de pression écologistes.

Mais depuis 2001, les tendances mondiales à la hausse des cours du pétrole et du gaz, les préoccupations relatives à la sécurité des approvisionnements, la fermeture imminente de centrales anciennes et, surtout, la nouvelle donne associée à la prise de conscience des effets du réchauffement planétaire causé par l'homme

Ipsos MORI

Soutien en faveur de la construction de centrales de remplacement, 2002-2007

Q Dans quelle mesure seriez-vous favorable ou opposé à la construction de nouvelles centrales nucléaires en Grande-Bretagne POUR REMPLACER celles qui sont retirées du service au cours des quelques années à venir ? La part de l'énergie nucléaire resterait inchangée.



Base: tous les répondants

ont tous apporté un bon vent de renouveau dans l'acceptation de l'industrie. Parallèlement, en l'absence d'incident préoccupant, l'attitude de l'industrie nucléaire à l'égard du public et des médias a changé radicalement. Libérée de l'ancienne politique «décider-annoncer-défendre», l'industrie a été envahie par une nouvelle atmosphère d'ouverture, associée à la reconnaissance déclarée de la nécessité d'un consentement du public et d'une responsabilité sociale. Avec toutes ces forces œuvrant dans la même direction, l'industrie a retrouvé sa réputation, au point que, à Noël 2004, les opinions favorables ont dépassé les opinions défavorables. Lors de la dernière enquête (2007), la proportion favorable à l'industrie (35 %) l'emportait nettement sur la proportion défavorable (26%), encore qu'un élément clé de cette enquête soit qu'il y avait 39% d'indécis. Ce groupe a été l'arbitre de la situation pendant de nombreuses années et le reste.

Depuis 2002, nous mesurons aussi le soutien apporté plus spécialement par l'opinion britannique à la construction de nouvelles centrales de remplacement. Il en ressort également que 2004 a été une année pivot, où le soutien a dépassé l'opposition pour culminer en 2005 à 41 %. Depuis 2005, cependant, la masse d'informations et d'opinions à la disposition de l'homme de la rue sur les options énergétiques a augmenté fortement, et bien que nous ayons fait apparaître des indices d'une amélioration de la connaissance de l'industrie, l'enquête a surtout mis en évidence un accroissement du flou qui règne à propos de l'énergie, et en particulier des questions nucléaires. Vu les désaccords ouverts existant entre de si nombreux spécialistes autorisés, le public est moins certain de ce qu'il doit penser. Cela a particulièrement influencé ceux qui avaient intuitivement une opinion favorable. Il en est résulté une légère baisse du soutien en faveur des constructions nouvelles depuis 2005, les opposants demeurant fermes, quoique moins nombreux.

Nous avons formulé notre question avec soin de façon qu'elle concerne uniquement les constructions nouvelles de remplacement, car cela correspondait au scénario le plus probable (et le plus acceptable) pour l'avenir. Les récents discours gouvernementaux dénotent de l'enthousiasme à Westminster pour une expansion nette de la composante nucléaire. Nous n'avions mesuré les opinions à ce sujet qu'une seule fois, en 2005, et le public avait rejeté cela massivement, mais nous avons cependant enregistré un soutien en faveur des constructions nouvelles de remplacement. C'est donc là une stratégie de communication dangereuse de la part du gouvernement, qui vise probablement plus à manifester son engagement envers l'industrie elle-même qu'à montrer qu'il est conscient de la fragilité de l'acceptation par le public.

La façon dont une stratégie relative à l'énergie nucléaire est présentée peut incontestablement influencer sur l'accueil que lui réservent les Britanniques. Si 35 % sont favorables à l'industrie et 36 % à la construction de centrales de remplacement, 65 %, soit une majorité absolue, souscrivent à l'affirmation selon laquelle «la Grande-Bretagne a besoin de sources d'énergie diversifiées afin d'assurer un approvisionnement fiable en électricité, y compris de l'électronucléaire et des sources d'énergie renouvelables». Il n'y a que 10% d'entre eux qui ne sont pas d'accord. Le fait de relier la politique concernant l'énergie nucléaire aux énergies renouvelables favorise son acceptation, pour autant que cela implique qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale planifiée (peu de gens ont eu cette impression en Grande-Bretagne ces dernières années).

Nous pouvons conclure qu'en Grande-Bretagne, l'opinion est plus disposée que depuis des décennies à accepter la construction de nouvelles centrales, mais ce soutien est fragile et est influencé par les messages effectifs qu'elle reçoit. La communication avec l'opinion britannique sur cette question est notoirement difficile, en particulier pour le gouvernement actuel, dont la crédibilité en matière nucléaire est très faible, d'après les mesures que nous avons effectuées récemment (2007). L'industrie a beaucoup fait pour se racheter de son passé de la guerre froide, mais elle continue à se heurter au scepticisme britannique concernant les sociétés et la réalisation de profits privés, en particulier lorsqu'ils proviennent de services publics, et par l'obsession croissante de l'aversion au risque dans tous les domaines de l'existence. En outre, les ONG de défense de l'environnement sont unanimement opposées à ce que l'énergie nucléaire joue le moindre rôle dans la politique énergétique future. ☸

Robert Knight est Directeur de recherche à Ipsos MORI.
Courriel: robert.knight@ipsos-mori.com